



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)



Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

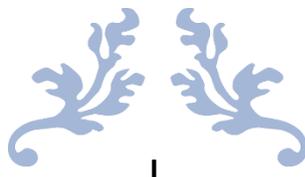
ISSN: 2709-5053

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°017 Juin 2025

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Indexations internationales



<https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris>

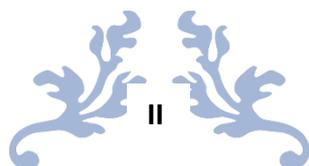


TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23388>

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412>



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Maitre-Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Péleforo Gon Coulibaly, Côte
d'Ivoire),

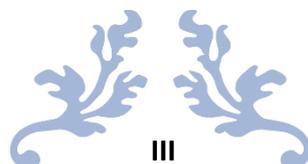
KPALE Boris Claver (Maitre-
Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou
Kouadio Sanguen (Assistant
Département de
Mathématique et
Informatique, Université
Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire
d'Histoire des Relations
Internationales, des Études
Stratégiques et Politiques
(LAHRIESPO), Université
Alassane OUATTARA)

Website : <http://www.revue-haris.org>

Courriels : cerriua01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

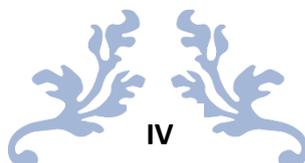
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

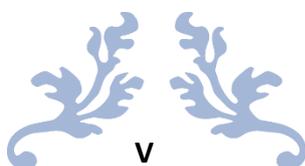
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

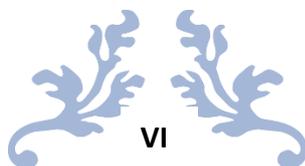
-GOLE Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue <http://www.revue-haris.org>). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Amadou TRAORE

Les notions de responsabilité et de souveraineté au Mali dans un contexte de crises sociale, politique et diplomatique.....9-26

Brahima DIAKITE

Les leviers de l'ouverture économique de la Chine (1979-2001).....27-42

Landry Junior TADOU

Le Gaullisme en Afrique Noire : Le Gabon dans la géopolitique française sous la présidence de Charles De Gaulle 1960-1969.....43-57

Fodé Bangaly KEITA

Histoire des échanges économiques et des mobilités transfrontalières entre la Guinée et le Sénégal.....58-69

SANGLA Hamidou

Terrorisme, mobilités des populations et recomposition de la communication sociale dans les Etats du Sahel.....70-86

CISSE Moyabi & SILUE Nahoua Karim

La complicité et la passivité de la communauté internationale dans le conflit Iran-Irak (1980-1988).....87-101

CISSE Allassane Mohamed

Les droits de l'Homme à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme en Arabie Saoudite.....102-115

Joséphine Anicette Yéragnouma OUATTARA

Genre, revendications souverainistes et radicalisation en Afrique de l'Ouest à l'ère des médias sociaux.....116-127

TRAORE Bakary

Du Haut Commandement Militaire Africain à la Force Africaine en Attente : L'Afrique à la recherche d'une capacité de maintien de la Paix.....128-142

Arlette Francine Njomou Yonke

La « Porte Ouverte » dans les territoires sous mandat de la SDN : Analyse d'une coopération multilatérale au Cameroun sous Administration Française.....143-156

ANGU Bléou Sylvain

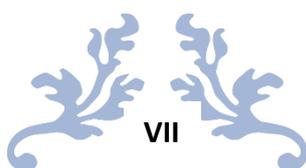
La fin de la mission ministérielle et l'après carrières gouvernementale sous Felix Houphouët-Boigny (1959-1993).....157-173

Djakaridja BAKAYOKO & Joël SERIKPA

Allassane Ouattara et la stabilisation de l'économie ivoirienne en 1990.....174-189

VIDO Agossou Arthur & KRA Yao Séverin & VIDO Codjo Marius

Femmes et enjeux politiques dans les sociétés du Bas-Benin (XVIII^e-XIX^e SIÈCLES).....190-205



SECRE Kouamé Kossonou Frédéric

Les contacts entre les sociétés du Nord du Ghana précolonial et les sociétés aristocratiques, des origines à 1897.....206-221

Ouollo Adama TOURÉ

Les luttes d'hégémonie entre Athènes et Sparte en Grèce d'Asie de -431 À -386/5.....222-237

Médjo DAHOUE

Le Royaume Latin de Jérusalem, un exemple de tolérance religieuse pour la cohésion sociale.....238-251

Sabougnouman KONÉ

Intervention de l'État dans le commerce des produits viviers en Côte d'Ivoire : Mobiles, modes et résultats d'une politique volontariste (1970-2012).....252-266

SIGNAUX Affouminou Emmanuel

De la pêche à la prophétie : L'itinéraire messianique du prophète Papa Nouveau.....267-279

YAOGO Estelle & KADJA Cossi Jeannot Melchior

Crises sécuritaires et occupation spatiale dans le Grand-Ouaga au Burkina Faso.....280-289

ZAN Amadou, SAWADOGO Boureima, SAMPEBGO Abdoul-Azize, BONKOUNGOU Joachim

Crise climatique et souveraineté écologique au Burkina Faso : Entre ambitions politiques et limites structurelles.....290-297

Alexis Armélien GASISOU, PhD

Fragmentations identitaires et gouvernance locale: Quelles implications sécuritaires pour la vallée du Logone ?.....298-306

Dr. GUEDEME Sieni Eric

De la dichotomie à l'unicité spatiale dans les nouvelles productions filmiques ivoiriennes.....307-321

ETTIEN Amboman Eugénie, AKÉ Affoué Hélène, OULAY Jean-Claude

Quelle communication face à la recrudescence de la consommation de drogues à Gonzaque-ville (Côte d'Ivoire) ?.....322-333

YAO Banganabory Félix

Le conte africain face aux défis de la mondialisation : Quel plan de pérennisation pour ce genre littéraire ?.....334-343





CRISES SECURITAIRES ET OCCUPATION SPATIALE DANS LE GRAND-OUAGA AU BURKINA FASO

YAOGO Estelle

Masterante en aménagement urbain durable, Centre Régionale d'Excellence des Villes Durables en Afrique (CERViDA-DOUNEDON), Université de Lomé (Togo)
estelleyaogo@gmail.com

KADJA Cossi Jeannot Melchior

Doctorant en développement urbain durable, Centre Régionale d'Excellence des Villes Durables en Afrique (CERViDA-DOUNEDON), Université de Lomé (Togo)
cossi.kadjar@cervida-togo.org

Résumé

Les crises sécuritaires ont entraîné d'importantes migrations et ont joué un rôle majeur dans le processus d'urbanisation dans divers territoires urbains à travers le monde. L'intensification de ces crises sécuritaires conduit à une déstructuration de l'occupation du sol dans les voisinages, proches et lointains, des territoires affectés. Le Burkina Faso, confronté à une grave crise sécuritaire due à la menace terroriste sur son territoire enregistre un nombre croissant de personnes déplacées internes : environ 1,99 million de personnes en février 2023 et 2,06 millions en mars 2023 ont été concernées par ce mouvement. Cette situation a aggravé la vulnérabilité des réfugiés et de la population hôte. En effet, les déplacements forcés des civils vers le Grand-Ouaga et l'installation des abris pour les réfugiés ont créé de nouveaux territoires : les abris sont installés sur des espaces sans équipements essentiels et l'on voit émerger des maisons construites en matériaux de récupération. L'objectif de cette étude est de comprendre comment les migrations enregistrées affectent l'occupation spatiale du Grand-Ouaga. La présente étude permettra de renforcer la littérature scientifique sur l'occupation spatiale issue des migrations. Pour se faire, notre méthodologie de recherche allie une recherche documentaire, une collecte de données par l'observation et des entretiens avec divers acteurs. La décennie 2014-2024 est prise en compte de même que la représentativité du territoire du Grand-Ouaga et les centres ruraux exilés par la population. En termes de résultats, cette étude montre les motifs incitants au déplacement et le profil des personnes déplacées internes, leur quotidien dans les espaces d'accueil et les conséquences spatiales de ces déplacements.

Mots-clés : Grand-Ouaga, crise sécuritaire, personnes déplacées internes, occupation spatiale

SECURITY CRISIS AND SPATIAL OCCUPATION IN GRAND-OUAGA, BURKINA FASO

Abstract

Security crises have led to significant migration and played a major role in the urbanization process in various urban areas around the world. The intensification of these security crises is leading to a deconstruction of land use in the vicinity, near and far, of the affected territories. In Mozambique, but also in Sudan and Angola, civil wars have led to accelerated urbanization, and the capitals of these countries have experienced staggering growth. Burkina Faso, faced with a serious security crisis due to the terrorist threat on its territory, has welcomed internally displaced people: around 1.99 million people in February 2023 and 2.06 million in March 2023 were affected by this. This situation has exacerbated the vulnerability of both refugees and the host population. Indeed, the forced displacement of civilians to Grand-Ouaga and the installation of shelters for refugees have created new territories: the shelters are set up on spaces without essential facilities, and houses built from salvaged materials are emerging. The aim of this study is to understand how recorded migrations affect the spatial occupation of Grand-Ouaga. This study will strengthen the scientific literature on spatial occupation resulting from migration. To achieve this, our research methodology combines documentary research, observational data collection and interviews with various stakeholders. The decade 2014-2024 is taken into account, as are the representativeness of the territory of Grand-Ouaga and the rural centers exiled by the population. In terms of results, this study shows the reasons prompting exile and the profile of internally displaced people, their daily lives in host areas and the spatial consequences of these displacements.

Keywords: Grand-Ouaga, security crisis, internally displaced persons, spatial occupation.

INTRODUCTION

L'Europe et l'Afrique sont particulièrement aux prises avec des politiques peu solidaires convergeant le plus souvent vers le confinement des « indésirables », l'éloignement et l'invisibilisation des exilés de plus en plus incités à résider loin des centres urbains. En 2020, malgré la pandémie de Covid-19, le nombre de déplacés forcés a fortement augmenté, atteignant 82,4 millions de personnes à travers le monde, dont 29 millions en Afrique (UNHCR, 2020). Au Burkina Faso, le contexte humanitaire marqué par les attentats qui ont frappé la capitale en août 2017 et mars 2018, et les incursions terroristes frontalières au nord du pays, est toujours affecté par une dégradation continue de la situation sécuritaire entraînant des déplacements massifs de population.

Les mouvements de population sont continus et se poursuivent tous les mois, notamment dans les régions Centre, Centre-Nord, Est, Nord, et Sahel. Le nombre de personne déplacée interne est passé de 1 999 127 à 2 062 534 entre le 28 février 2023 et le 31 mars 2023, soit une augmentation de 3,17% selon le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR, 2023).

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, les capitales sont considérées comme les territoires les plus sécurisés et sont les villes qui fournissent le plus de services à la population. Dans un contexte de déplacements massifs provoqués par une crise sécuritaire et

un besoin accru de services, la capitale burkinabè et ses environs apparaissent comme une destination de choix pour les personnes déplacées internes du pays. Devant ce constat, l'on se pose la question de comprendre les implications spatiales des déplacements sur la capitale burkinabè.

En effet, les mouvements massifs de personnes induisent diverses conséquences en fonction des territoires concernés. Le départ de leur bassin de vie habituel implique une modification des habitudes de fonctionnement du territoire délaissé mais aussi modifie les réalités sur les sites de relogement.

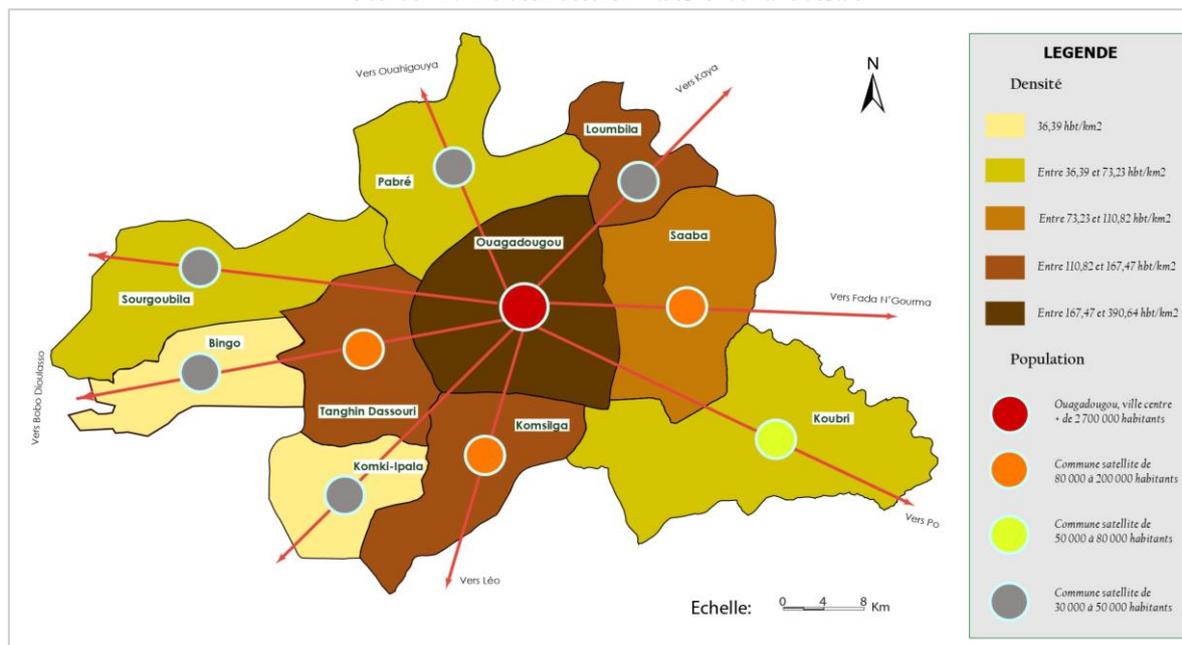
Cette étude questionne les impacts des déplacements internes sur la capitale du Burkina-Faso et ses environs, le Grand-Ouaga.

1. MATERIELS ET METHODE

1.1. Site d'étude : le territoire Grand-Ouaga

Le territoire Grand-Ouaga abritant la capitale (Ouagadougou), revêt les attributs de siège du pouvoir politique, administratif, économique et culturel du Burkina Faso. Cet espace à travers la ville de Ouagadougou concentre l'essentiel des équipements et infrastructures du Burkina-Faso la plaçant au cœur du développement du pays. Elle est également le point de convergence des principales routes reliant le Burkina au reste des grandes capitales ouest – africaines.

Carte 1: Localisation du site d'étude



Source : RGPH 5, 2019 ; Traitement : Estelle Yaogo et Cossi J.M. Kadja, Août 2024

La naissance de l'expression « Grand Ouaga » est l'aboutissement d'un processus de planification et d'interventions dans la banlieue de Ouagadougou. Le premier Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de la ville élaboré et approuvé en 1986 avait défini le périmètre urbain de la ville comme devant croître à l'intérieur de la ceinture verte qui devait être mise en place. Par la suite, un nouveau Schéma Directeur d'Aménagement du Grand-Ouaga (SDAGO) Horizon 2010 sera élaboré et adopté par décret pris en Conseil des Ministres, le 28 juillet 1999.

Il avait pour objectif la planification du développement futur de Ouagadougou et sa banlieue et était constitué par la Commune de Ouagadougou et de sept (07) Communes rurales périphériques (au Nord Pabré et Loumbila, à l'Est Saaba, au Sud Koubri, Komki Ipala et de Komsilga et enfin à l'Ouest Tanghin-Dassouri).

Aujourd'hui deux communes ont intégré le territoire du Grand-Ouaga à l'ouest à savoir la commune de Bingo et de Sourgoubila pour un développement équilibré et harmonieux entre la ville capitale et ses périphéries.

1.2 Collecte documentaire et collecte de terrain

La collecte de données s'est faite auprès des sources de données en accès libre et auprès des différentes structures internationales, onusiennes, et décentralisées/déconcentrées de l'Etat à savoir : Cairn.Info, Google Scholar, l'UNHCR (l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés), le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR), Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH/OCHA), le Commission Nationale pour les Réfugiés au Burkina Faso (CONAREF) et l'Intersos¹.

¹ INTERSOS est une organisation humanitaire internationale, née en Italie qui opère en première ligne en contexte de conflits armés, de

violences, de pauvreté extrême, de catastrophes naturelles ou causées par l'être humain. [Home | INTERSOS](#)

Les données regroupées de ces différentes sources nous ont permis d'établir une base documentaire solide complétée à la suite par des enquêtes dans les ménages. La collecte documentaire nous a principalement fourni des données sur les principales localisations des Personnes Déplacées Internes(PDIs), leur nombre, les raisons de leur déplacement, le profil général des déplacées.

1.3.Collecte de terrain

Quant à la collecte de terrain, elle est subdivisée en deux sous-parties à savoir : l'observation et l'entretien. La phase de l'Observation a été une phase très importante pour cette étude. Elle a été abordée aussi bien du point de la 2D (avec la cartographie aérienne) que du point de vue de la 3D (par les visites effectuées sur le terrain).

L'observation cartographique nous a permis de faire une comparaison entre les différents lieux de résidences à intervalle de temps régulier pour apprécier l'évolution de l'occupation. Les personnes interviewées sont des personnes ayant un profil de déplacés internes et qui occupent des postes de responsabilité dans la gestion des camps de réfugiés.

2.RESULTATS

2.1.Les incitations au déplacement et le profil des Personnes Déplacées Internes (PDI)

Les atteintes à la vie connaissent une hausse de jour en jour, à la suite des attaques de certaines localités par des éléments des groupes armés. En effet, les acteurs impliqués, tels que l'UNHCR, dans le mécanisme de suivi des violations graves des droits de l'enfant (MRM²) ont révélé une allégation de violations graves des

droits de l'enfant qui ont connu une augmentation de 4% ces dernières années.

Néanmoins, les adultes restent plus exposés au risque de violences physiques par rapport aux enfants, avec un risque plus accru pour les hommes par rapport aux femmes. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les hommes sont particulièrement ciblés par les groupes armés, étant donné que ces derniers les perçoivent comme associés d'une manière ou d'une autre au conflit ou pouvant potentiellement renforcer les capacités de leurs adversaires.

Les femmes, les enfants et les hommes font ainsi face à des risques multiples. Les principaux risques qui peuvent être cités auxquels les personnes déplacées internes ont été les plus exposées sont :

- ☞ Les attaques contre des civils et autres homicides illégaux,
- ☞ Attaques contre des biens à caractère civil ;
- ☞ Attaques indiscriminées dans certains villages ou marchés ;
- ☞ La présence des engins explosifs ;
- ☞ Les abus psychologiques/émotionnels et sexuels ;
- ☞ Les enlèvements, séquestrations, disparitions forcées, arrestations et/ou détentions arbitraires ou illégales ;
- ☞ Les vols, les extorsions, les expulsions forcées ou destructions de biens personnels.

Bien que les régions de la Boucle du Mouhoun et du Sahel aient enregistré le plus grand nombre d'incidents, ce sont celles du Nord et de l'Est qui cumulent plus de 40% des personnes

² MRM ou Monitoring and Reporting Mechanism est un mécanisme visant à doter les participants de compétences sur les techniques de rapportage de violations graves contre les enfants. L'ONU organise un atelier sur les

mécanismes de surveillance et de communication de l'information des graves violations commises contre des enfants | MINUSMA

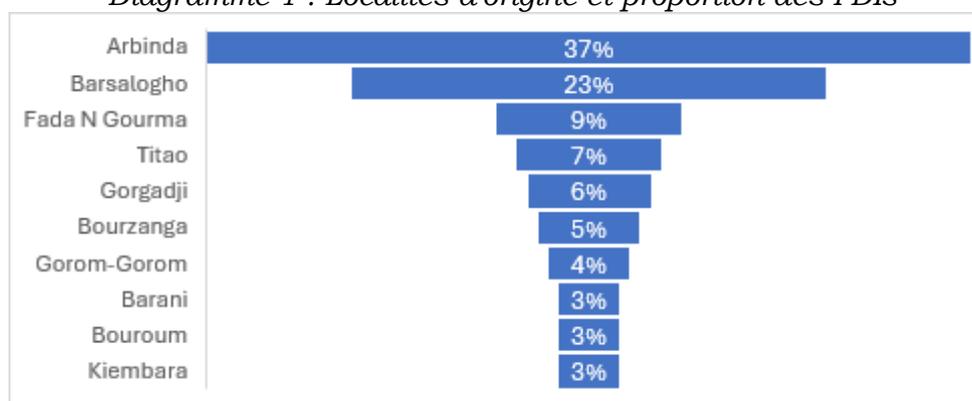
impactées au cours du mois de mai 2024 d'après le HCR.

Au mois de mars 2023, le Burkina-Faso enregistrait 2.062.534 personnes déplacées internes contre 1.999.127 le mois précédent. Du point de vue du genre on constate que 82% des PDI enregistrées sont des femmes et des enfants, et 38% des chefs de ménages sont de sexe féminin. Aussi, la majorité des PDI (38%) se situent dans la tranche d'âge correspondante à celle de

la vie active, il s'agit de la tranche 18 – 59 ans.

En ce qui concerne les origines des PDI, l'on remarque qu'ils proviennent principalement (52%) des localités du Sahel. Selon les données l'UNHCR (Juillet 2024), les localités les plus concernées sont par ordre d'importance Arbinda (37%), Barsalogo (23%), Fada N Gourma (9%), Titao (7%), Gorgadji (6%), Bourzanga (5%), Gorom-Gorom (4%), Barani (3%), Bouroum (3%), Kiembra (3%), etc.

Diagramme 1 : Localités d'origine et proportion des PDI



Source : UNHCR Burkina Faso, Juillet 2024 ; Mise en forme par Estelle Yaogo et Cossi J.M. Kadja, août 2024

Il est judicieux de relativiser ces chiffres par rapport aux PDI installées dans le Grand-Ouagadougou.

En effet, les personnes déplacées internes (PDI) rencontrées dans la périphérie Nord-Ouest de Ouagadougou sont principalement des personnes habituées à l'usage de la langue « *moré* » (langue du peuple Mossi du Burkina-Faso) et sont issues de la province du Soum. La grande majorité d'entre eux est issue des communautés *Mossi (moose)*, *maranse* et *fulse* (A. Degorce et *al.* 2024, p. 29).

2.2. Le quotidien dans les espaces d'accueil

Comme le montre le sous-titre précédent, le Grand-Ouagadougou connaît des arrivées massives de populations. Cet afflux de population vers le territoire engendre des défis liés

à l'accès à la terre avec des risques de tensions entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées internes (PDI). Il faut ajouter à cela, le besoin pour les populations déplacées d'accéder aux équipements et services qui implique une pression sur les équipements préalablement existants.

Ces phénomènes conjugués constituent une préoccupation majeure pour l'État comme pour les populations. En effet, cette situation implique d'élaborer des politiques dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la production et de l'emploi, dont l'absence ou la mauvaise mise en œuvre serait source de problèmes pour le développement économique et social du Grand-Ouaga.

Aujourd'hui, la dynamique d'occupation de cette dernière révèle une répartition inégale de la population

et une densité en pleine évolution, qui varie en fonction des zones du Grand-Ouaga.

En termes de réponse à leur besoin, nos enquêtes ont permis de comprendre un grand décalage entre les réponses à leur besoin entre leur lieu de provenance et leur lieu d'accueil. Les besoins de base tels que se loger, se nourrir (et même boire de l'eau) sont aujourd'hui monétisés pour une population qui avait son domicile propre, qui se nourrissait principalement des produits issus de sa terre.

Une forte proportion, soit 82,43% des ménages, que nous avons rencontrés ont été touchés par cette réalité à laquelle ils n'ont jamais été préparés. La proportion non concernée par cette pression est celle logée par des ménages avec qui elle entretient des relations familiales ou amicales. Cette situation implique une faible desserte en eau pour les ménages issus des déplacements forcés.

Les quartiers du Grand-Ouaga occupés où sont principalement logés les personnes déplacées internes font partie des quartiers objet de plusieurs appellations : habitat précaire, insalubre, quartiers sous équipés, sous intégrés, habitat anarchique, habitat illégal, habitat irrégulier...

Ces expressions appellent toutes à une description de mauvaises conditions d'habiter qui renvoient au regroupement anarchique de l'habitat en quartier non réglementaire. L'aménagement spontané de ces espaces se caractérise certes par son caractère non légal, mais surtout par son dynamisme économique et social soutenu par ses acteurs populaires qui développent une stratégie autonome, parfois en contradiction, voir en concurrence avec les politiques nationales d'aménagement urbain.

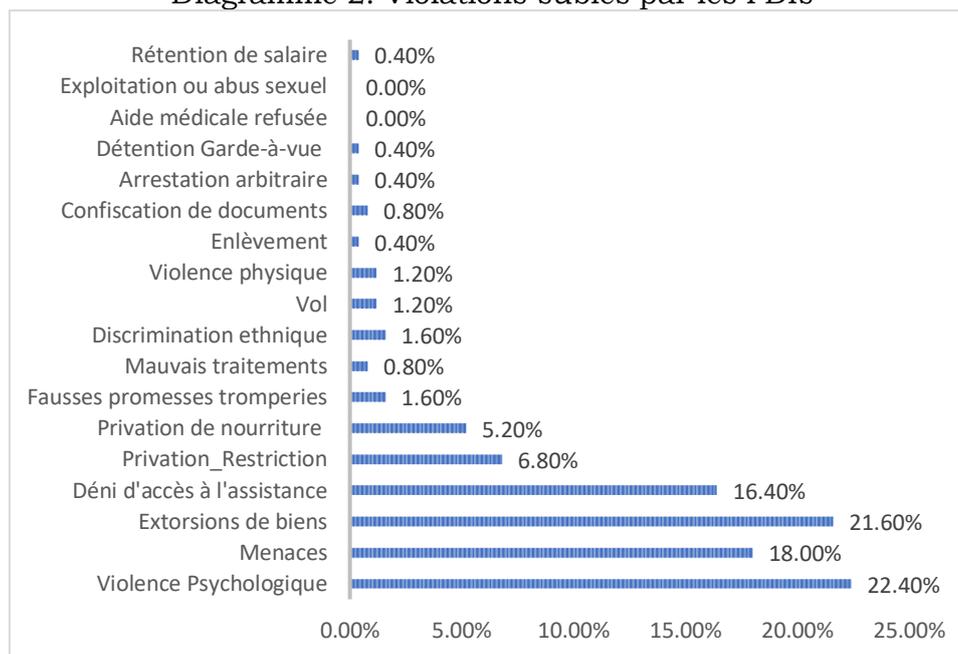
L'approvisionnement en eau reste une des difficultés des ménages dans ces zones, d'ailleurs dominées par l'insalubrité environnementale liée au manque de réseaux d'assainissement et de pré-collecte des ordures ménagères. Pour l'électricité, les panneaux solaires se développent et compensent l'absence du réseau de la Société Nationale Burkinabé d'Electricité (SONABEL).

En plus du fait que les personnes déplacées internes dans leur nouvel espace d'accueil sont confrontées à une multitude de défis au quotidien au premier rang desquels figurent l'accès à l'eau potable, à la nourriture, aux soins de santé, à la justice.

Plus spécifiquement les femmes déplacées internes quant à elles, sont exposées à des violences et des abus de tout genre. Selon une enquête réalisée par Médecins Sans Frontières de novembre 2020 à février 2021, près de 70% des femmes déplacées internes au Burkina Faso ont déclaré avoir été victimes de violences sexuelles et environ 60% des femmes déplacées internes au Burkina Faso ont un accès limité aux services de santé de base, selon les données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

De plus, selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM), plus de 40% des ménages dirigés par les femmes déplacées internes au Burkina Faso sont en situation d'insécurité alimentaire sévère. Ces statistiques soulignent l'ampleur des défis auxquels sont confrontées les femmes déplacées internes au Burkina Faso et la nécessité de mesures urgentes en vue d'améliorer les conditions de vie et de protéger les droits fondamentaux des personnes déplacées internes.

Diagramme 2: Violations subies par les PDI



Source : UNHCR Burkina Faso, Juin 2024 ; Mise en forme par Estelle Yaogo et Cossi J.M. Kadja, août 2024.

Histoire de vie : la force et la résilience des femmes déplacées internes au Burkina Faso

Après avoir fui les violences dans notre région d'origine, nous avons trouvé refuge dans un camp pour personnes déplacées. Malgré les difficultés, j'ai décidé de mettre en place un petit commerce de produits agricoles dans le camp. Ces produits étaient issus de champs situés dans les environs. Les revenus issus de ce commerce, me permettent de subvenir aux besoins de ma famille. (Aminata, 38 ans, PDI, commerçante et mère de famille).

On remarque ainsi qu'avec détermination, elle a réussi à développer son activité et à subvenir aux besoins de sa famille, démontrant ainsi sa résilience face aux réalités de la vie. Comme Aminata, des femmes déplacées internes au Burkina Faso font preuve d'une incroyable combativité et de résilience malgré les énormes défis auxquels elles sont confrontées en raison du déplacement forcé.

Les activités réalisées par les PDI, induisent des déplacements journaliers, limités au voisinage proche de leur lieu de résidence.

2.3. Les conséquences spatiales de ces déplacements.

Les crises sécuritaires au Burkina Faso sont marquées par un déplacement massif de population vers les agglomérations urbaines, les mieux sécurisées comme le territoire du Grand-Ouaga. Cet afflux de population vers le Grand-Ouaga pose la question d'accès au logement, d'accès à la terre avec des risques de tensions entre communautés d'accueil et des personnes déplacées internes (PDI).

Or, les communes du Grand-Ouaga n'étant pas suffisamment préparées à faire face à un tel mouvement de population, peinent véritablement à répondre aux besoins que suscite cette situation (espaces d'habitations, éducations, assainissements, sécurité, accès à l'eau potable, etc.) malgré l'existence d'outils de planification urbaine.

L'avènement de la crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso depuis 2016 a mis en évidence quelques limites des documents de planification urbaine. Ces limites sont liées entre autres à la capacité d'accueil des infrastructures et des services, au non-respect des orientations de zonage (du Schéma Directeur d'Aménagement du Grand-Ouaga, des Plan d'Occupation des Sols), au mécanisme de mise en œuvre, au faible fonctionnement des comités de suivi et pluralité des documents de planification urbaine à cause de l'arrivée massive des personnes déplacées internes dans le territoire du Grand-Ouaga.

Au Burkina Faso, l'État confie la gestion de l'accueil des déplacés à la Commission nationale des réfugiés (CONAREF), un organe gouvernemental créé en 1988 pour gérer l'accueil et les démarches administratives des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Cette commission est informée dans un premier temps de l'arrivée des déplacés par des agents de l'État. Elle intervient ensuite en collaboration avec le HCR dans la détermination du statut de réfugié. Dans le cas des demandeurs d'asiles maliens, une reconnaissance « *prima facie* » a été mise en place, en 2012, par l'État burkinabè.

Celle-ci permet aux réfugiés de bénéficier d'une protection internationale sans se soumettre au processus de détermination individuelle du statut. En effet, au Burkina Faso, cette phase d'identification, caractérisée par des rapports de force et des tensions inhérents à la gouvernance des réfugiés, précède l'enregistrement de ces derniers.

Lors de cette étape, des liens se créent entre les acteurs étatiques, humanitaires et les réfugiés par le biais de programmes de volontariat.

Ces derniers sont censés répondre à certains objectifs du HCR qui a initié en 2001 une politique dite de « développement communautaire ». Aussi face à la crise humanitaire qui affecte les femmes déplacées internes au Burkina Faso, une mobilisation collective s'organise pour leur venir en aide à savoir des efforts conjoints de l'État, des associations, des ONG, des organismes humanitaires et des individus engagés sont déployés pour améliorer leur condition de vie et leur offrir un soutien indispensable dans ces moments de détresse.

3.DISCUSSION

Cette étude nous a permis de comprendre les raisons ayant conduit à l'arrivée massive de population dans le territoire du Grand-Ouaga. La source première de ces déplacements est la recherche de sécurité (J. Lavergne, 1999 ; C. de Geoffroy, 2009 et I. Raposo et J. Oppenheimer, 2007).

Les réfugiés s'installent généralement en zones périphériques en suivant le principe de l'axe du retour. Nos travaux sont en accord avec ceux de A. Degorge *et al.* (2024, p. 28) qui soulignent que les réfugiés s'installent dans la périphérie Nord-Ouest de Ouagadougou dans les quartiers Pazani, Kamboinsé, Château et Wobdegre qui se situent à proximité de l'axe principale reliant Ouagadougou à Kongoussi.

Nos travaux montrent également que les PDIs s'établissent souvent dans des quartiers peu soumis au contrôle de l'urbanisation.

Les quartiers périphériques choisis comme emplacement sont peu desservis par les équipements et services sociaux. On dénote ainsi une urbanisation spontanée et quelque peu différente de celle habituellement connue en périphérie.

La périphérie qui a toujours été un territoire entre-deux (entre urbain et rural), sujet à de l'exclusion sociale,

voit une intensification des inégalités pour les migrants car ne leur assurant pas un accès équitable aux ressources et services (T. Duriez, 2016, p. 304)

Face à cette crise sécuritaire et humanitaire profondément ancrée, et qui mettrait encore des années à être endiguée, nous pensons qu'il convient d'engager la réflexion sur une meilleure démarche de planification urbaine et convenir à l'élaboration d'un Plan d'Aménagement d'Urgence (lorsqu'une ville est en situation de crise humanitaire et/ou de catastrophe).

CONCLUSION

L'analyse configurationnelle des politiques d'accueil met en lumière les régulations politiques et sociales que la gestion des réfugiés implique à l'échelle locale au Burkina Faso.

Elle éclaire les trajectoires et le rôle des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre et le contournement des normes contraignantes imposées par les dispositifs d'encadrement des réfugiés.

Ainsi, cette étude propose des pistes de réflexions à mûrir davantage, dans le but d'impulser une nouvelle vision de planification urbaine en situation de crise humanitaire et qui devrait aboutir à la tenue d'un symposium national sur la refonte générale de la Planification urbaine au Burkina Faso.

L'application d'une nouvelle démarche de planification urbaine induira sans doute d'éventuelles réformes et changements de processus ; néanmoins c'est l'opportunité de transformer l'accroissement démographique lié à l'arrivée des PDIs sur le territoire du Grand-Ouaga en une opportunité de développement durable.

En sommes, cette étude permet de comprendre que la sécurité urbaine est aujourd'hui plus que jamais facteur

déterminant dans l'évolution du mode d'habiter et dans les principales villes des Etats affectés.

Pour répondre à cette réalité, les décideurs et les professionnels de l'urbanisme doivent repenser la fourniture de services aux PDIs.

Des recherches plus approfondies sont dans ce cas à envisager sur les habitats d'urgences, intégrant à la fois logement et services de proximité.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ateliers Cergy, 2019, Ouagadougou 2050 : vivre le quotidien à l'échelle du grand territoire, Ouagadougou, 25 p.
- AGIER Michel, 2016, « Ce que les villes font aux migrants, ce que les migrants font à la ville. », *Le sujet dans la cité*, 7(2), p. 21-31.
- AGIER Michel, 2008, *Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.
- CONASUR 30/04/2022. « Enregistrement des personnes déplacées internes » consulté le 22/03/2024 https://docs.google.com/spreadsheets/d/17pNci0nivSW6GbjPztgGS_uhhKIWMUyXg/edit#gid=500513417
- CONASUR 30/09/2022. « Enregistrement des personnes déplacées internes » consulté le 22/03/2024 :

- https://docs.google.com/spreadsheets/d/1k_dkuA_Qbb6VZf2XrjarnriWSCZi_TB/edit#gid=834617601
- CONASUR 30/10/2022, « Enregistrement des personnes déplacées internes » consulté le 22/03/2024 : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1MneN2_0R6xGW04AOSpAgfwJ23RnRgB6D/edit#gid=2040864921
 - CONASUR, 2021, « Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso », Ouagadougou, 13 p.
 - CONASUR 31/12/2022, « Situation sur l'enregistrement des personnes déplacées internes » consulté le 22/03/2024 : <https://us17.campaign-archive.com/?u=20cd04cea20ffa7c925dadfbc&id=4523a65c2e>
 - FAO, 2011, The place of urban and peri-UA (UPA) in national food security program. Integrated food security support service (TCSF) policy and program development support division technical cooperation department, Rome, 46 p.
 - International Crisis Group, 2017, *Nord du Burkina Faso : ce que cache le djihad*, Rapport Afrique n° 254.
 - KIEMTORE Haroura, 2019, *Analyse de la dimension genre dans la réponse humanitaire face à l'afflux de personnes déplacées internes au Burkina Faso*, 44 p.
 - KARG Drechsel, 2018, Atlas of West African urban food systems: examples from Ghana and Burkina Faso, International Water Management Institute (IWMI). CGIAR Research Program on Water, Land and Ecosystems (WLE), pp 36-37.
 - NAHMIAS Paula, LE CARO Yvon, 2012, « Les défis et les perspectives de l'agriculture urbaine Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales. », *Environnement Urbain / Urban Environment* Volume 6, 17 p.
 - OCHA, 2021, *Burkina Faso : Aperçu des besoins humanitaires* ; 63 p.
 - OXFAM, 2020, *Survivantes et héroïnes : Les femmes dans la crise au Burkina Faso*, 28 p.
 - UNHCR – REACH ,2021, *Evaluation territoriale de la ville de Kaya* ; 41 p.
 - UNHCR – REACH, 2021, *Evaluation des besoins en abris, articles ménagers essentiels (AME)* ; 35 p.
 - UNHCR, 2019, « BURKINA FASO_Situation sur les personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso - 30 juin 2019 ». En ligne : <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/70401>
 - UNHCR, 2020, *Rapport Final Consultations avec les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au nom du Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne*.
 - UNHCR, 2022, « UNHCR Burkina Faso : Personnes relevant de la compétence du HCR (Juin 2022) » En ligne : <https://data.unhcr.org/en/documents/details/93937>
 - UNHCR-CONASUR, 2022, *Cluster CCCM/GSAT Stratégie 2022-2023*. En ligne, consulté le 23/03/2024 : <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/cluster-cccmgsat-strategie-2022-2023>

Numéro 017 Juin 2025
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°17 Juin 2025